Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil no 2025TALCH20/00008

Audience publique du jeudi seize janvier deux mille vingt-cinq.

Numéro TAL-2023-07101 du rôle

Composition :

Françoise HILGER, vice-président,
Emina SOFTIC, premier juge,
Melissa MOROCUTTI, premier juge,
Daisy MARQUES, greffier.

ENTRE

La société anonyme d'assurance SOCIETE1.) S.A., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

partie demanderesse aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick KURDYBAN en remplacement de l'huissier de justice Cathérine NILLES de Luxembourg, des 31 août et 1^{er} septembre 2023,

comparaissant par Maître Marc WAGNER, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

ET

- 1) PERSONNE1.), demeurant à D-ADRESSE2.), et
- 2) L'Association sans but lucratif SOCIETE2.) a.s.b.l., établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, en sa qualité de représentant au

Grand-Duché de Luxembourg de la compagnie d'assurances de droit allemand SOCIETE3.),

parties défenderesses aux fins du prédit exploit KURDYBAN,

comparaissant par KLEYR GRASSO, société en commandite simple, établie à L-ADRESSE4.), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO3.), inscrite sur la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée par son gérant, la société à responsabilité limitée KLEYR GRASSO GP S.à r.l., établie à la même adresse, inscrite Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée aux fins de la présente procédure par Maître Henry DE RON, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à la même adresse.

LE TRIBUNAL

1. Faits et procédure

En date du DATE1.) 2023, vers 12.30 heures, un accident de la circulation s'est produit à ADRESSE5.), sur la route nationale NUMERO5.), entre d'une part, un véhicule de la marque ENSEIGNE1.), modèle ENSEIGNE2.), immatriculé sous le numéro NUMERO6.) (L), appartenant à et conduit au moment des faits par PERSONNE2.), assuré auprès de la compagnie d'assurance la société anonyme SOCIETE1.) (ci-après : « SOCIETE1.) ») et, d'autre part, un véhicule de la marque ENSEIGNE3.), modèle ENSEIGNE4.), immatriculé sous le numéro NUMERO7.) (D), appartenant à et conduit au moment des faits par PERSONNE1.), assuré auprès de la compagnie d'assurance SOCIETE3.).

Par exploits d'huissier de justice des 31 août et 1^{er} septembre 2023, SOCIETE1.) a fait donner assignation à PERSONNE1.) et à l'association sans but lucratif SOCIETE2.) a.s.b.l., (ci-après : le « SOCIETE2.) ») prise en sa qualité de représentante de la compagnie d'assurances de droit allemand SOCIETE3.), à comparaître devant le tribunal de ce siège pour les voir condamner solidairement, sinon *in solidum*, sinon chacun pour sa part, sinon chacun pour le tout, à lui payer la somme de 36.150.- euros du chef des dégâts matériels accrus au véhicule de la marque ENSEIGNE1.) appartenant à son assuré PERSONNE2.), des honoraires d'expertise et des frais de location d'un véhicule de remplacement ainsi que des frais de remorquage, et ce avec les intérêts légaux à partir du jour des décaissements, sinon de la demande en justice, jusqu'à solde.

Elle demande également à voir dire que le taux d'intérêt sera augmenté de trois points à l'expiration du 3^{ème} mois qui suit la signification du présent jugement, ainsi que la

condamnation de chacune des parties assignées à lui payer une indemnité de procédure de 2.500.- euros sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et leur condamnation solidaire, sinon *in solidum*, à tous les frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de son avocat constitué qui affirme en avoir fait l'avance.

L'affaire a été inscrite sous le numéro TAL-2023-07101 du rôle et soumise à l'instruction de la XXe section.

Les mandataires des parties ont été informés par bulletin du 17 octobre 2024 de la composition du tribunal.

Par ordonnance du 14 novembre 2024, l'instruction de l'affaire a été clôturée.

Aucune des parties n'a sollicité à plaider oralement.

En application de l'article 226 du Nouveau Code de procédure civile, les parties sont réputées avoir réitéré leurs moyens à l'audience des plaidoiries et leurs mandataires sont dispensés de se présenter à l'audience des plaidoiries.

L'affaire a été prise en délibéré par Madame le juge de la mise en état à l'audiences des plaidoiries du 28 novembre 2024 conformément à l'article 227 du Nouveau Code de procédure civile.

2. Prétentions et moyens des parties

SOCIETE1.)

Au soutien de sa demande, SOCIETE1.) expose que l'accident de la circulation se serait produit dans les circonstances suivantes : son assuré PERSONNE2.) aurait circulé à vitesse réglementaire sur la route nationale NUMERO5.) en direction de ADRESSE6.). Comme le véhicule le précédant conduit par PERSONNE1.) circulait à une vitesse très modérée, son assuré aurait entamé une manœuvre de dépassement après avoir actionné son clignotant gauche. Soudainement, alors que son assuré avait presque achevé sa manœuvre de dépassement, le véhicule adverse aurait, de façon intempestive et hasardeuse, changé de direction en se déportant vers la gauche, et coupé la trajectoire de PERSONNE2.), qui n'aurait pas été en mesure d'éviter l'accident. Le conducteur adverse n'aurait ni actionné préalablement son clignotant gauche, ni ne se serait-il rapproché de l'axe de la chaussée et aurait vérifié au préalable dans son rétroviseur qu'aucun autre usager ne circulait sur la voie de circulation « *en sens inverse* ».

SOCIETE1.) souligne qu'à l'endroit précis de l'accident, il n'y aurait pas « *de route ouverte à la circulation sur le côté gauche* ».

Dans la mesure où PERSONNE1.) aurait adopté une conduite dangereuse et intempestive en entamant une manœuvre de bifurcation vers la gauche et changé de voie de circulation, il serait incontestable que la genèse de l'accident, partant l'entière responsabilité incomberait à celui-ci.

Face aux protestations adverses, SOCIETE1.) conteste que son assuré ait engagé une manœuvre de dépassement à une vitesse inappropriée suivant les circonstances. Il s'agirait d'une appréciation subjective et imprécise, qui ne serait aucunement établie en cause.

La version des faits telle que relatée par les parties adverses serait fautive, considérant le fait que le changement de direction a été réalisé par PERSONNE1.) de façon brusque, hasardeuse et intempestive. Celui-ci aurait en effet dû vérifier dans ses rétroviseurs que la voie était dégagée et se rapprocher de l'axe de la chaussée avant de procéder à la manœuvre litigieuse.

Compte tenu de ce qui précède, la responsabilité de PERSONNE1.) serait engagée principalement sur base de l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil, en sa qualité de propriétaire présumé gardien du véhicule ENSEIGNE3.) impliqué dans l'accident, sinon subsidiairement, sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil pour avoir commis des fautes et négligences en relation causale directe avec l'accident en question.

En effet, l'accident trouverait sa cause dans le non-respect par PERSONNE1.) des articles 120, 122, 134, 137 et 140 du Code de la route. Le fait pour celui-ci d'avoir adopté un comportement imprudent consistant en un changement soudain de direction, le constituerait en faute, sinon serait à qualifier de comportement négligeant, de sorte que la responsabilité du conducteur adverse serait engagée sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil.

SOCIETE1.) conteste en tout état de cause toute faute de conduite dans le chef de son assuré PERSONNE2.).

Même à admettre que PERSONNE2.) ait commis une faute de conduite, une telle faute ne revêtirait pas les caractéristiques de la force majeure.

Au vu des développements qui précèdent, PERSONNE1.) ne saurait s'exonérer de la présomption de responsabilité pesant sur lui sur base de l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil ; celui-ci restant en défaut de rapporter la preuve d'une quelconque faute de conduite commise par PERSONNE2.).

En ce qui concerne l'attestation testimoniale de PERSONNE3.), passager du véhicule adverse, telle que versée par les parties assignées, SOCIETE1.) soutient que les déclarations de ce témoin seraient vagues et imprécises, partant ne seraient ni pertinentes, ni concluantes.

Le témoin PERSONNE3.) n'indiquerait à aucun moment que PERSONNE1.) se soit rapproché de l'axe de la chaussée et qu'il ait vérifié dans ses rétroviseurs et/ou tourné la tête, afin de s'assurer qu'aucun autre usager ne soit en train de le dépasser.

De surcroît, les déclarations de PERSONNE3.) seraient d'ores et déjà contredites par celles faites par le témoin PERSONNE2.).

Contrairement aux assertions adverses, PERSONNE2.) ne serait pas partie au procès et ne serait pas non plus frappé d'une incapacité de témoigner en justice de sorte que ses déclarations seraient à prendre en compte.

En ce qui concerne les photographies versées en cause, force serait de constater que celles-ci n'auraient pas été prises au moment du choc, voire « *immédiatement avant* » la survenance du sinistre, de sorte qu'elles ne seraient pas pertinentes.

SOCIETE1.) indique ensuite exercer l'action directe légale à l'encontre du SOCIETE2.), en vertu de l'article 15 du règlement grand-ducal du 11 novembre 2003 pris en exécution de la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs et de l'article 89 de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance.

Selon le dernier état de ses conclusions, SOCIETE1.) fait valoir que le dommage par elle essuyé en sa qualité d'assureur casco du véhicule ENSEIGNE1.) appartenant à son assuré PERSONNE2.), s'établirait comme suit : dégâts matériels suivant expertise SOCIETE4.) : 32.952,92 euros ; frais de remorquage : 150.- euros ; frais de location d'un véhicule de remplacement : 750.- euros ; honoraires expertise SOCIETE4.) : 285,94 euros, soit un total de 34.138,86 euros.

Dans la mesure où elle serait subrogée, respectivement, entrée jusqu'à concurrence de ses débours, dans les droits et actions de son assuré PERSONNE2.) et que les dégâts matériels accrus au véhicule de son assuré seraient documentés par des pièces probantes, il y aurait lieu de déclarer fondée sa demande en condamnation telle que dirigée à l'égard des parties assignées pour la somme totale réclamée de 34.138,86 euros, outre les intérêts légaux.

Le SOCIETE2.) et PERSONNE1.)

Le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) contestent la version des faits telle que présentée par SOCIETE1.).

Ils font valoir que l'accident de la circulation se serait déroulé comme suit : le véhicule de la marque ENSEIGNE1.), conduit par PERSONNE2.), aurait circulé sur la route nationale en suivant « *de loin* » le véhicule de la marque ENSEIGNE3.) conduit par PERSONNE1.).

Il résulterait du constat à l'amiable que le conducteur adverse avait entamé une manœuvre de dépassement à la « *hauteur d'une sortie de route* » tandis que PERSONNE1.) s'apprêtait à procéder à une manœuvre de bifurcation vers la gauche,

annoncée par l'actionnement du clignotant gauche au moins une cinquantaine de mètres « *avant le croisement* », après avoir ralenti.

Les parties assignées font valoir que PERSONNE2.) n'aurait pas respecté « *la manœuvre annoncée* » dans la mesure où il aurait intempestivement engagé une manœuvre de dépassement à une vitesse inappropriée suivant les circonstances.

Le choc aurait été d'une telle violence que le véhicule conduit par PERSONNE1.) aurait été projeté vers l'avant et ne se serait arrêté que sur une bande d'accotement non stabilisée, revêtue de gazon.

Au vu de la projection du véhicule de PERSONNE1.) sur une quinzaine de mètres telle qu'illustrée par les photographies prises suite à l'accident, il serait manifeste que le conducteur adverse aurait roulé à une vitesse trop élevée.

Pour prouver leur version des faits, le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) se prévalent de l'attestation testimoniale du passager PERSONNE3.), dont les déclarations seraient corroborées par les photographies versées aux débats.

En réplique au moyen suivant lequel les déclarations de PERSONNE3.) seraient contredites par celles de PERSONNE2.), le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) soulèvent l'irrecevabilité de l'attestation testimoniale de PERSONNE2.) au regard de l'article 405 du Nouveau Code de procédure civile.

Ils font plaider que dans la mesure où SOCIETE1.), en tant qu'assureur casco, a pris en charge le dommage accru au véhicule de PERSONNE2.), elle serait subrogée dans les droits de son assuré et aurait le pouvoir de direction du procès.

Le mécanisme subrogatoire n'aurait pas pour résultat de faire disparaître l'action de la victime mais d'en assurer la survie en la transférant au subrogé. Ainsi, le subrogé deviendrait titulaire de tous les droits et prérogatives attachées à la créance primitive qu'il en recueille, de sorte que l'assureur n'agirait donc pas de son propre chef et ne demanderait pas réparation d'un préjudice qui lui est propre.

SOCIETE1.), agissant en tant que subrogée dans les droits de son assuré exercerait en réalité l'action en dommages-intérêts de celui-ci.

Par conséquent, son assuré PERSONNE2.) serait à considérer comme partie en cause et en tant que tel, incapable de déposer.

Pour autant que de besoin, le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) offrent de prouver par l'audition du témoin PERSONNE3.) les faits suivants :

« Am DATE2.) wollten Herr PERSONNE1.) und Herr PERSONNE3.) mit einem Dackel spazieren gehen. Auf der NUMERO5.) wollte Herr PERSONNE1.) auf einen Parkplatz auf der linken Seite abbiegen. Herr PERSONNE1.) setzte mindestens 50m vor der Einmündung den Blinker, bremste das Fahrzeug ab um in etwa in Schrittgeschwindigkeit abzubiegen.

Als Herr PERSONNE1.) und Herr PERSONNE3.) im Abbiegevorgang waren, knallte das Fahrzeug von Herrn PERSONNE2.) in die hintere Seite und schob die Insassen Herr PERSONNE1.) und Herr PERSONNE3.) ca 15 m in den Graben, so dass das Fahrzeug in dem Herr PERSONNE1.) und Herr PERSONNE3.) saßen erst durch den Baum gebremst wurden. »

Le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) font valoir que l'entière responsabilité dans la genèse de l'accident incomberait au conducteur PERSONNE2.).

Ainsi, PERSONNE1.) s'exonèrerait de la présomption de responsabilité pesant sur lui en sa qualité de gardien du véhicule impliqué dans l'accident par le comportement adverse qui revêtirait les caractéristiques de la force majeure. D'ailleurs, compte tenu de la vitesse élevée du véhicule adverse, la collision aurait été irrésistible pour PERSONNE1.).

À titre subsidiaire, si par impossible le tribunal venait à considérer que la manœuvre de dépassement, intempestive et manifestement imprudente, ne revêt pas les caractéristiques de la force majeure, le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) concluent à un partage des responsabilités largement en leur faveur.

En ce qui concerne la demande en indemnisation formulée sur base des articles 1382 et 1383 du Code civil, les parties assignées font valoir que PERSONNE1.) n'aurait commis aucune faute permettant d'engager sa responsabilité délictuelle.

Dans l'hypothèse où PERSONNE1.) ne s'exonèrerait pas de la présomption de responsabilité pesant sur lui, le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) contestent tant en leur principe qu'en leur *quantum* les différents préjudices matériels invoqués par SOCIETE1.).

En ce qui concerne plus précisément les dégâts matériels, ils font valoir qu'il ne résulterait pas du rapport d'expertise SOCIETE4.) que le dommage constaté se soit effectivement élevé à 35.000.- euros, tel qu'indiqué dans l'acte d'assignation. De même, la somme de 34.138,86 euros telle que réclamée par SOCIETE1.) au dernier stade de ses écrits, est également contestée.

S'agissant des frais de remorquage, il ne se dégagerait d'aucune pièce du dossier que SOCIETE1.) ait déboursé des frais de remorquage à hauteur du montant invoqué. Faute de preuve, la demande de SOCIETE1.) de ce chef serait à rejeter.

Pour ce qui est des frais de location d'un véhicule de remplacement, force serait de constater que la facture versée en cause relative à la location de véhicule ferait état d'une location au cours de la période allant du 5 jusqu'au 20 avril 2023 alors que « *le rapport d'expertise date du 15 décembre 2023* », de sorte qu'un lien causal avec le sinistre est contesté. Par ailleurs, le montant réclamé de ce chef, est contesté tant en principe qu'en *quantum*.

En ce qui concerne les honoraires d'expertise SOCIETE4.), les parties assignées soutiennent que SOCIETE1.) ne saurait récupérer « *plus que ce qu'elle a réclamé* », de

sorte que compte tenu du contrat judiciaire, l'indemnisation devrait être limitée à 250.- euros.

Après avoir conclu au débouté de l'ensemble des demandes de SOCIETE1.), le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) sollicitent une indemnité de procédure de 5.000.- euros sur le fondement de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile et la condamnation de SOCIETE1.) à tous les frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de leur avocat constitué, qui affirme en avoir fait l'avance.

3. Motifs de la décision

Conformément à l'article 58 du Nouveau Code de procédure civile, « *il incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention.* »

Dans le même sens, l'article 1315 du Code civil prévoit que « *celui qui réclame l'exécution d'une obligation, doit la prouver. Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation.* »

Au vu de ces principes directeurs régissant la charge de la preuve, il incombe à SOCIETE1.) de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de ses prétentions.

En l'espèce, celle-ci recherche la responsabilité de PERSONNE1.), conducteur du véhicule ENSEIGNE3.) principalement sur base de l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil en sa qualité de gardien du véhicule ayant occasionné le dommage, et subsidiairement sur base de la responsabilité délictuelle.

L'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil, dispose qu'« *on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.* »

La présomption de responsabilité édictée par l'article 1384, alinéa 1^{er}, précité, joue, sans qu'il n'y ait lieu de prouver autre chose, dès lors que la chose sous garde est entrée en contact avec la victime ou le bien endommagé et qu'elle était en mouvement au moment de cette intervention. C'est le cas notamment des voitures automobiles participant à la circulation (cf. RAVARANI (G.), La responsabilité civile des personnes privées et publiques, 3^{ème} édition, Pasicrisie 2014, n^{os} 788 et 789).

La garde d'une chose se caractérise par les pouvoirs de direction, de contrôle et d'usage. Le gardien est celui qui a l'usage, la direction et le contrôle de la chose et qui peut exercer sur elle une surveillance en toute indépendance. L'usage consiste dans le fait, sinon, du moins, la faculté de s'en servir.

Le contrôle signifie qu'on peut surveiller la chose et la direction témoigne du pouvoir effectif du gardien sur la chose, dans ce sens qu'il peut l'utiliser à sa guise, la faire déplacer là où il le souhaite, de façon indépendante (cf. LE TOURNEAU (P.), Droit de la responsabilité et des contrats, Dalloz Action 2004/2005, n^o 7832, p. 1209).

Pour prospérer sur base de l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil, il faut donc rapporter la preuve, non seulement de l'intervention d'une chose dans la production du dommage, mais il faut en plus établir un lien, à savoir un rapport de garde entre cette chose et une personne responsable.

En matière de responsabilité du fait des choses, le propriétaire est présumé gardien de la chose, tant qu'il ne prouve pas qu'il en a perdu ou transféré la garde à autrui.

Il est de principe que le fait de participer à la circulation imprime à une voiture un rôle présumé actif indépendamment de la question de savoir si elle se trouvait momentanément à l'arrêt ou non (cf. CA. 30 mai 2000, n° 23904 ; CA, 9 mai 2001, n° 24717). Il s'ensuit qu'il est sans relevance pour l'appréciation du rôle causal joué par le véhicule impliqué s'il a été en mouvement ou pas au moment de l'accident, du moment qu'il se s'est trouvé engagé sur la voie publique. Ainsi, un véhicule impliqué dans un accident, même momentanément à l'arrêt avant la collision, doit être considéré comme ayant participé à la circulation et se trouve en conséquence dans une position susceptible de causer des dommages (cf. JPL, 14 janvier 1992, n° 193/92).

PERSONNE1.), propriétaire du véhicule de la marque ENSEIGNE3.), modèle ENSEIGNE4.), immatriculé sous le numéro NUMERO7.) (D), ne conteste pas avoir eu les pouvoirs de direction, d'usage et de contrôle sur le prédit véhicule au moment de l'accident, partant en avoir été le gardien.

Force est également de constater qu'il y a eu contact direct entre le véhicule sous garde et qu'il était en mouvement au moment de l'accident.

Les conditions de l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil sont en l'espèce remplies, de sorte que la demande de SOCIETE1.) introduite à l'encontre de PERSONNE1.) est partant à accueillir sur cette base principale.

PERSONNE1.) est dès lors présumée responsable en ce qui concerne le dommage accru à la partie adverse et pour obtenir le rejet de la demande dirigée contre lui, il lui appartient de s'exonérer de la présomption de responsabilité pesant sur lui.

Le gardien peut s'exonérer de la présomption de responsabilité pesant sur lui en rapportant la preuve que le dommage a une autre cause. Il doit donc prouver positivement quelle a été la cause réelle du dommage (cf. CA, 26 octobre 2006, n° 30473).

Le gardien d'une chose en mouvement intervenue dans la réalisation du dommage peut ainsi s'exonérer de la présomption de responsabilité pesant sur lui, soit partiellement en prouvant que la victime a contribué à son dommage par une faute quelconque, soit même intégralement en démontrant que le dommage est dû à une cause étrangère, au fait ou à la faute d'un tiers ou bien au fait ou à la faute de la victime présentant les caractères de la force majeure.

En matière de présomption de responsabilité, l'exonération se fait dès lors par la preuve positive d'une cause étrangère, et non par la simple preuve négative de l'absence de faute de celui sur qui pèse la présomption.

Il est rappelé que lorsque le fait ou la faute de la victime est imprévisible et irrésistible, c'est-à-dire s'il revêt les caractères de la force majeure, il exonère le présumé responsable, et cela totalement. En effet, ce faisant et ce faisant seulement, il a positivement prouvé qu'une autre cause, à savoir le comportement de la victime, a en réalité provoqué le dommage (cf. RAVARANI (G.), op.cit., n° 1083). La jurisprudence constante en la matière reconnaît, en outre, au fait, au même titre que la faute de la victime, un effet partiellement exonératoire, alors même qu'il ne présente pas les caractères de la force majeure, qu'il est donc prévisible ou évitable, opérant un partage des responsabilités dans la proportion causale de la contribution de la victime à la réalisation du dommage (cf. RAVARANI (G.), op.cit., n° 1084).

Autrement dit, le gardien s'exonère en partie de la responsabilité par lui encourue, s'il prouve que le fait ou la faute de la victime, eût-il pu normalement le prévoir ou l'éviter, a cependant concouru à la production du dommage (cf. TAL, 15 juin 2004, n^{os} 80480 et 81610).

En l'occurrence, PERSONNE1.) entend s'exonérer entièrement, sinon partiellement, de la présomption de responsabilité pesant sur lui par le comportement fautif du conducteur adverse, PERSONNE2.).

Il fait plaider qu'il n'aurait commis aucune faute de conduite, alors qu'avant d'entamer sa manœuvre de bifurcation, il aurait ralenti à la « hauteur du croisement », actionné son clignotant gauche une cinquantaine de mètres avant le croisement et se serait assuré qu'aucun véhicule ne suivait à proximité.

Pour établir sa version des faits, PERSONNE1.) se prévaut d'une attestation testimoniale de son passager, PERSONNE3.), et pour autant que de besoin, formule une offre de preuve pour voir auditionner ce témoin.

Il conteste l'attestation testimoniale versée en cause par SOCIETE1.) qui serait irrecevable pour émanant de son assuré impliqué dans l'accident.

SOCIETE1.) pour sa part conclut au rejet de l'attestation du témoin PERSONNE3.) qui serait contredite par celle de son témoin PERSONNE2.); ce dernier n'étant frappé d'aucune incapacité de témoigner.

En ce qui concerne tout d'abord le moyen d'irrecevabilité de l'attestation testimoniale de PERSONNE2.), il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 405 du Nouveau Code de procédure civile, chacun peut être entendu comme témoin, à l'exception des personnes qui sont frappées d'une incapacité de témoigner en justice.

La capacité de déposer comme témoin est donc la règle et l'incapacité est l'exception. Le régime ancien qui avait institué un contrôle a priori, limitant l'initiative des magistrats en instituant d'une part des incapacités absolues de témoigner et d'autre part en déterminant les cas, assez nombreux, dans lesquels un témoin pouvait être « reproché » par une partie au procès a été aboli, le législateur ayant préféré un contrôle a posteriori du degré de fiabilité du témoignage (cf. Juris-Classeur Procédure civile, déclarations des tiers, fasc. 638, n° 31).

Seule une partie au procès ne peut être entendue comme témoin.

La notion de partie en cause doit être interprétée restrictivement comme ne visant, en principe, que les personnes directement engagées dans l'instance judiciaire (cf. CA, 12 janvier 1999, n^{os} 20344 et 20626). Il faut dès lors que le témoin taxé d'incapable soit véritablement partie au procès, c'est-à-dire soit en demandant, soit en défendant à un co-litigant avec lequel s'est noué le contrat judiciaire que constitue une instance (cf. CA, 10 juillet 1991, Pas. 28, p. 231).

En l'espèce, PERSONNE2.) n'est pas partie au présent litige.

Le transfert des droits et actions de PERSONNE2.) à SOCIETE1.) n'entraîne pas une incapacité de témoigner dans le chef de celui-ci.

En effet, il ne saurait y avoir assimilation du subrogé et du subrogeant quant à la capacité de témoigner, les intérêts du subrogeant étant par ailleurs distincts de ceux du subrogé (cf. CA, 5 juillet 2023, n° CAL-2022-00904).

Il n'existe dès lors aucune incapacité de témoigner proprement dite et telle que définie à l'article 405 du Nouveau Code de procédure civile dans le chef de l'assuré de SOCIETE1.).

Il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité de l'attestation testimoniale de PERSONNE2.) n'est pas fondé.

Dans son attestation testimoniale du 12 octobre 2023, PERSONNE3.), passager du véhicule conduit par PERSONNE1.), déclare ce qui suit : « *Auf der NUMERO5.) wollte Herr PERSONNE1.) auf einen Parkplatz auf der linken Seite abbiegen. Herr PERSONNE1.) setzte mindestens 50m vor der Einmündung den Blinker, bremste das Fahrzeug ab um in etwa in Schrittgeschwindigkeit abzubiegen. Als Herr PERSONNE1.) und Herr PERSONNE3.) im Abbiegevorgang waren, knallte das Fahrzeug von Herrn PERSONNE2.) in die hintere Seite und schob die Insassen Herr PERSONNE1.) und Herr PERSONNE3.) ca 15 m in den Graben, so dass das Fahrzeug in dem Herr PERSONNE1.) und Herr PERSONNE3.) saßen erst durch den Baum gebremst wurden.* »

Il résulte de l'attestation testimoniale de PERSONNE2.) du 16 mai 2024, ce qui suit : « *Am DATE3.) fuhr ich gegen Mittag auf der Strecke NUMERO5.) ADRESSE5.) Richtung*

ADRESSE7.). Nach der Abzweigung zum offiziellen Parkplatz der Baggerweihern in ADRESSE8.) beschleunigte ich mein Fahrzeug auf die erlaubten 90 km/h [...]. Kurz darauf bemerkte ich ein rotes Fahrzeug das langsamer als die erlaubten 90 km/h fuhr da ich ihm immer mehr näherte. Da die Gegenfahrbahn frei war und für mich keine andere Gefahren zu sehen waren setzte ich den linken Blinker und wechselte auf die linke Spur zum Überholen. Während dem Überholen und beinahe in gleicher Höhe mit dem hinteren Stoßdämpfer der Gegenpartei zog das zu überholende Fahrzeug ohne Andeutung (der linke Blinker war nicht eingeschaltet und das Fahrzeug befand sich auch nicht an der linken Seite der rechten Fahrspur um Links abzubiegen) plötzlich nach links. Ich sprang sofort mit beiden Füßen auf die Bremse da ein Ausweichmanöver unmöglich war [...]. »

En l'espèce, force est de constater que les témoignages précités sont contradictoires en ce qui concerne le fait de savoir si PERSONNE1.) avait ou non, préalablement à sa manœuvre de bifurcation vers la gauche, actionné son clignotant gauche, partant manifesté son intention de tourner à gauche.

Tandis que PERSONNE3.), passager du véhicule conduit par PERSONNE1.) expose que PERSONNE1.) « *setzte mindestens 50m vor der Einmündung den Blinker, bremste das Fahrzeug ab um in etwa in Schrittgeschwindigkeit abzubiegen* », PERSONNE2.) indique quant à lui que la voiture conduite par PERSONNE1.) « *langsamer als die erlaubten 90 km/h fuhr* » et que « *der linke Blinker war nicht eingeschaltet und das Fahrzeug befand sich auch nicht an der linken Seite der rechten Fahrspur um Links abzubiegen* ».

En présence de dépositions testimoniales qui s'opposent ou qui contiennent des versions de faits inconciliables entre elles, ces dépositions se neutralisent mutuellement de sorte que celui qui avait la charge de la preuve d'un fait concret sera considéré comme ayant failli dans sa preuve (cf. HOSCHEIT (T.), Les témoins, Pas. 32, p. 19).

En effet, lorsque deux témoins déposent en des sens opposés, mais qu'ils sont pareillement affectés de la même crédibilité et sincérité, il y a lieu de retenir, en l'absence d'éléments concrets pour les départager, que les dépositions se neutralisent mutuellement et l'issue du procès se règle au niveau de la charge de la preuve : celui à qui incombait la preuve d'un fait concret succombera à l'instance (cf. TAL, 8 février 2011, n° 116805 ; TAL, 21 avril 2015, n° 161308).

Eu égard aux développements qui précèdent, les déclarations des témoins ne permettent pas de départager les parties quant à leur version des faits.

Le témoignage de PERSONNE3.), passager du véhicule conduit par PERSONNE1.) n'est donc pas de nature à démontrer les faits allégués par PERSONNE1.).

Par voie de conséquence, la demande en audition de ce témoin est à rejeter.

En l'espèce, il est constant que l'accident s'est produit sur une route dont la vitesse autorisée est de 90km/h.

Aucune signalisation routière n'interdit le dépassement à l'endroit précis de l'accident.

Il est acquis que l'accident en cause est survenu lorsque PERSONNE1.) a effectué une manœuvre de bifurcation à gauche.

Il résulte plus précisément du croquis figurant sur le constat amiable, lequel vaut avec extrajudiciaire par rapport aux faits qu'il relate, que le véhicule de PERSONNE1.) circulant sur la route nationale NUMERO5.), entendait virer à gauche pour s'engager sur un sentier lorsqu'il fut heurté par le véhicule conduit par PERSONNE2.) lequel effectuait une manœuvre de dépassement du véhicule conduit par PERSONNE1.).

Le constat à l'amiable ne comporte aucune précision quant au fait de savoir si le clignotant gauche du véhicule conduit par PERSONNE1.) était actionné au moment de l'accident.

En l'occurrence, il ne résulte d'aucun élément probant que PERSONNE2.) ait imprégné à son véhicule une vitesse supérieure à 90 km/h.

Par ailleurs, il ne se dégage d'aucun élément soumis à l'appréciation du tribunal que le champ de visibilité du conducteur du véhicule de la marque ENSEIGNE1.), qui s'apprêtait à dépasser celui conduit par PERSONNE1.), ait été restreint notamment compte tenu des circonstances de temps et de lieu.

En l'absence de tout autre élément permettant de retenir un comportement fautif dans le chef du conducteur du véhicule de la marque ENSEIGNE1.), le seul fait pour celui-ci d'avoir procédé au dépassement du véhicule conduit par l'assigné PERSONNE1.) ne constitue pas celui-ci en faute.

Force est de constater qu'en l'espèce, ni le constat amiable, ni les photographies versées en cause, ni la localisation ou l'ampleur des dégâts ne permettent de tirer de conclusion certaine quant aux circonstances précises ayant mené à l'accident, partant de privilégier l'une des versions des faits par rapport à l'autre.

Il s'ensuit que le déroulement exact de l'accident laisse d'être établi.

Dans ces conditions, PERSONNE1.) ne s'exonère pas de la présomption de responsabilité pesant sur lui sur base de l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil par la preuve d'une faute exonératoire dans le chef du conducteur adverse.

Il s'ensuit que la demande en indemnisation telle que formulée par SOCIETE1.) à l'encontre de PERSONNE1.) est à déclarer fondée en son principe sur base de la présomption de responsabilité édictée à l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil.

En ce qui concerne l'action directe exercée par SOCIETE1.) à l'encontre du SOCIETE2.), il est à rappeler que si l'auteur du dommage est titulaire d'une assurance responsabilité civile, la victime peut agir indistinctement contre le seul auteur ou contre le seul assureur, ceci en vertu de l'action directe à l'encontre de l'assureur que lui confère l'article 89 de la

loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance (cf. RAVARANI (G.), op.cit., n° 1019, p.1006).

L'action directe contre l'assureur de l'auteur du dommage trouve comme l'action de la victime contre le responsable, sa source dans le fait dommageable. C'est dans la lésion de son droit que la victime puise outre son recours contre le responsable, le recours contre l'assureur de ce dernier.

C'est la loi qui lui attribue la créance de l'assuré contre l'assureur et qui lui accorde contre celui-ci une action directe afin de profiter exclusivement de l'indemnité d'assurance et d'avoir ainsi une garantie spéciale pour la réparation de son préjudice.

L'action directe a donc la même nature que l'action de la victime contre le responsable.

L'action directe dépend ainsi de l'obligation du tiers responsable envers la victime et trouve, en vertu de la loi, son fondement dans le droit à réparation du préjudice causé par l'accident dont l'assuré est reconnu responsable (cf. TAL, 23 décembre 2009, n° 261/09).

Il est constant en cause que le véhicule de la marque ENSEIGNE3.) appartenant à et conduit au moment des faits par PERSONNE1.), était assuré auprès de la compagnie d'assurance étrangère SOCIETE3.), dont les intérêts sont représentés par le SOCIETE2.).

Au vu des développements qui précèdent, partant de la responsabilité de PERSONNE1.) dans la genèse de l'accident, l'action directe exercée à l'encontre du SOCIETE2.) est dès lors fondée en son principe.

L'assuré en responsabilité civile, auteur du dommage et son assureur sont responsables *in solidum* (cf. TAL, 20 avril 2005, n° 91/2005).

Partant, PERSONNE1.) et le SOCIETE2.) sont responsables *in solidum* du préjudice invoqué par l'assureur du véhicule de la marque ENSEIGNE1.), SOCIETE1.), en lien avec l'accident de la circulation du DATE1.) 2023.

En ce qui concerne l'indemnisation revenant à SOCIETE1.), il y a lieu de rappeler qu'en vertu du principe de la réparation intégrale du préjudice, l'indemnisation de la victime d'une faute doit comprendre l'ensemble des coûts nécessaires pour mettre la partie lésée dans la même situation dans laquelle elle se serait trouvée au jour où la réparation est ordonnée, si la faute n'avait pas été commise (cf. CA, 20 mars 2013, n° 36337).

Les dommages et intérêts dus à la victime d'un fait dommageable doivent couvrir intégralement la valeur du préjudice subi, la réparation doit faire disparaître le plus complètement possible le dommage subi par la victime (cf. TAL, 16 mars 2010, n° 78/10 ; TAL, 29 mars 2011, n° 94/11).

La victime ne peut donc être indemnisée au-delà ou en-dessous du préjudice concrètement subi par elle.

Les dommages et intérêts lui alloués doivent réparer le préjudice subi sans qu'il en résulte pour elle ni perte, ni profit, préjudice qui doit être apprécié *in concreto*.

La preuve du dommage obéit aux règles ordinaires de preuve telles qu'elles se dégagent des articles 1315 et suivants du Code civil, ce qui signifie que la victime est obligée de prouver l'existence et l'étendue de son préjudice (cf. RAVARANI (G.), op.cit., n^{os} 1206 et suivants).

S'agissant de l'indemnisation réclamée par SOCIETE1.), celle-ci sollicite au dernier stade de ces conclusions le paiement de la somme 34.138,86 euros, dont 32.952,92 euros à titre de préjudice matériel suivant expertise SOCIETE4.), 150.- euros à titre de frais de remorquage, 750.- euros à titre de frais déboursés pour un véhicule de remplacement et 285,94 euros à titre de frais d'expertise SOCIETE4.), outre les intérêts légaux à partir des décaissements respectifs, sinon de la demande en justice, jusqu'à solde.

Suivant un rapport établi en date du 15 décembre 2023 par le bureau d'expertise SOCIETE4.), les dégâts accrus au véhicule de la marque ENSEIGNE1.) assuré auprès de SOCIETE1.), ont été chiffrés au montant de 32.952,92 euros et la durée d'immobilisation fixée à 11 jours.

Il résulte ensuite d'une facture n° NUMERO8.) émise en date du 19 mai 2023 par la société SOCIETE5.) que le conducteur du véhicule ENSEIGNE1.) a disposé d'un véhicule de remplacement pour la période allant du 5 au 20 avril 2023, dont les frais ont été facturés à hauteur de 750.- euros.

En l'espèce, Le SOCIETE2.) et PERSONNE1.) contestent le lien de causalité des préjudés frais de location de véhicule avec l'accident litigieux.

Le tribunal constate que la facture précitée du 19 mai 2023 se rapporte à une location d'un véhicule d'occasion par PERSONNE2.), assuré de SOCIETE1.), au courant de la période allant du 5 avril 2023, soit du lendemain de l'accident de la circulation du DATE1.) 2023, jusqu'au 20 avril 2023, à savoir durant une période de 15 jours.

Dans la mesure où la durée d'immobilisation de 11 jours, telle qu'évaluée par l'expert SOCIETE4.), constitue une durée indicative, que la durée réelle d'immobilisation de 15 jours constitue une durée raisonnable d'immobilisation eu égard aux dégâts accrus au véhicule ENSEIGNE1.), et que la prise en location de véhicule, telle qu'elle résulte de la facture n° NUMERO8.) du 19 mai 2023, a eu lieu le lendemain de l'accident de la circulation, les contestations de PERSONNE1.) et du SOCIETE2.) à cet égard ne sont pas fondées.

Il résulte des pièces versées au dossier que SOCIETE1.) a déboursé les prédicts montants de 32.952,92 euros et de 750.- euros, de sorte que sa demande y relative est à déclarer fondée à hauteur des montants précités.

Étant donné que l'expertise SOCIETE4.) a été utile pour chiffrer le dommage accru au véhicule et qu'il résulte des pièces du dossier que SOCIETE1.) a viré à l'expert en automobile SOCIETE4.) la somme précise de 285,94 euros à titre des frais d'expertise sur base d'une note d'honoraire n° NUMERO9.) établie par l'expert en date du 15 décembre 2023, la demande de SOCIETE1.) de ce chef est pareillement à déclarer fondée.

En effet, la demande en augmentation du montant des dommages-intérêts réclamés ne constitue pas une demande nouvelle et n'excède donc pas les limites du contrat judiciaire, dès lors que l'augmentation de la demande ne change ni la cause, ni l'objet, de sorte que les contestations des parties assignées sur ce point sont à écarter.

En ce qui concerne les frais de remorquage à hauteur de 150.- euros, s'il résulte d'une attestation établie en date du 12 avril 2023 par la société anonyme SOCIETE6.) S.A. que le véhicule de la marque ENSEIGNE1.) appartenant à PERSONNE2.) a été remorqué en date du DATE1.) 2023, il ne résulte d'aucune pièce du dossier que SOCIETE1.) ait effectivement déboursé le prédit montant de 150.- euros à titre de frais de remorquage.

Dans ces conditions et face aux contestations circonstanciées émises sur ce point par les parties assignées, la demande y relative de SOCIETE1.) est à déclarer non fondée.

Dans la mesure où l'indemnisation réclamée par SOCIETE1.) se trouve dûment justifiée par les pièces versées en cause à hauteur de la somme totale de 33.988,86 (32.952,92 + 750 + 285,94), il y a lieu d'y faire droit et de condamner *in solidum* PERSONNE1.) et le SOCIETE2.) à payer à SOCIETE1.) la prédite somme de 33.988,86 euros avec les intérêts légaux à partir des décaissements respectifs, jusqu'à solde.

Conformément à la demande de SOCIETE1.) et en application des articles 15 et 15-1 de la loi modifiée du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et intérêts de retard, il y a lieu de faire droit à la majoration du taux d'intérêt légal de trois points à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la signification du présent jugement.

En l'espèce, tant SOCIETE1.) que PERSONNE1.) et le SOCIETE2.) demandent à se voir allouer une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile.

Aux termes de l'article 240 précité, « *lorsqu'il apparaît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine.* »

De ce texte, la jurisprudence a déduit trois conditions pour l'allocation d'une indemnité de procédure : une issue favorable du procès pour la partie qui demande l'indemnité de procédure, la dépense de sommes irrécouvrables et l'iniquité.

Le fondement de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile n'est pas la faute ; il s'agit de considérations d'équité qui justifient le principe d'une condamnation et qui déterminent en même temps le montant de celle-ci.

L'application de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile relève du pouvoir discrétionnaire du juge (cf. Cass., n° 60/15 du 2 juillet 2015, n° 3508).

Dans la mesure où PERSONNE1.) et le SOCIETE2.) succombent à l'instance, ils ne peuvent prétendre à une indemnité de procédure.

Il serait cependant inéquitable de laisser à charge de SOCIETE1.) l'intégralité des sommes non comprises dans les dépens qu'elle a dû exposer. Eu égard à l'envergure du litige, à son degré de difficulté et aux soins y requis, sa demande en allocation d'une indemnité de procédure est à déclarer fondée et justifiée pour le montant fixé *ex aequo et bono* à 1.500.- euros.

En application des articles 238 et 242 du Nouveau Code de procédure civile, toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens, à moins que le juge, par décision spéciale et motivée, n'en mette la totalité ou une fraction à la charge de l'autre partie et les avocats à la Cour pourront, dans les instances où leur ministère est obligatoire, demander la distraction des dépens à leur profit.

En l'espèce, il y a lieu de condamner PERSONNE1.) et le SOCIETE2.), succombant à l'instance, à l'entière des frais et dépens de la présente instance avec distraction au profit de Maître Marc WAGNER, avocat constituée pour SOCIETE1.) qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

PAR CES MOTIFS

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, vingtième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

dit que PERSONNE1.) ne s'est pas exonéré de la présomption de responsabilité pesant sur lui en application de l'article 1384, alinéa 1^{er}, du Code civil, en ce qui concerne l'accident de la circulation survenu le DATE1.) 2023,

partant, déclare la demande de la société anonyme d'assurance SOCIETE1.) S.A. fondée,

dit la demande dirigée à l'encontre de l'association sans but lucratif SOCIETE2.) a.s.b.l., fondée,

partant, condamne *in solidum* PERSONNE1.) et l'association sans but lucratif SOCIETE2.) a.s.b.l. à payer à la société anonyme d'assurance SOCIETE1.) S.A. la somme de 33.988,86 euros, avec les intérêts légaux à partir des décaissements respectifs, jusqu'à solde,

dit que le taux des intérêts légaux est majoré de 3 points à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la signification du présent jugement,

déclare la demande de la société anonyme d'assurance SOCIETE1.) S.A. en obtention d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile fondée,

partant, condamne *in solidum* PERSONNE1.) et l'association sans but lucratif SOCIETE2.) a.s.b.l. à payer à la société anonyme d'assurance SOCIETE1.) S.A. une indemnité de procédure de 1.500.- euros,

déclare la demande de PERSONNE1.) et de l'association sans but lucratif SOCIETE2.) a.s.b.l. en obtention d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile non fondée et en déboute,

condamne *in solidum* PERSONNE1.) et l'association sans but lucratif SOCIETE2.) a.s.b.l. à l'entièreté des frais et dépens de l'instance avec distraction au profit de Maître Marc WAGNER, avocat constituée qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.